

CIBLE

GLOIRE

Dans la classe politico-médiatique, « caracoler » en tête des sondages est considéré comme un honneur et une promesse. Il serait plus exact d'y voir une malédiction. Combien d'enfants chéris des instituts d'opinion ont mordu la poussière ! Combien se traînent misérablement au ras du sol, espérant une catastrophe salubre, à droite ou à gauche, qui leur permettrait de remonter enfin !

Souvenons-nous de Raymond Barre, battu à plate couture au premier tour de 1988. Souvenons-nous de MM. Lalonde et Wacchter qui se voyaient déjà à la tête d'un groupe parlementaire et qui sont retombés brutalement dans les enfers de la marginalité. Souvenons-nous de Michel Rocard, champion des sondés, et pourtant évincé. Sans oublier Jacques Delors, au plus haut des pourcentages, et qui prend sa retraite.

Puisque les sondages ne font ni le candidat, ni le vainqueur, MM. Balladur, d'un côté, et Lang, de l'autre, devraient s'inquiéter.

DELORS

Un adieu sans regret



Prisons

Les soutiers de la société

p. 2

Entretien

L'Algérie déchirée

p.6/7

Soutiers de la société du mépris

Plus d'un mois de grève chez les gardiens de prison !
Le regard de l'État sur le monde carcéral et ses acteurs s'est dégradé au point que voilà les personnels pénitentiaires réduits à être les soutiers d'une société du mépris.

Grève hors norme, où ne se manifestent que des personnels « au repos », puisque le « dépôt des clés » est légalement interdit, et qu'ils ne pourraient suspendre leur service sans plonger les détenus et leurs familles dans la révolte. Mais où est la norme dans l'univers critique, marginal, où se trouve reléguée leur profession ? A l'inverse de ce qui s'était passé en 1993, les « matons » ont refusé cette fois-ci de prendre en otages les exclus dont ils ont la garde, se sentant eux-mêmes piégés dans un cercle d'exclusion.

Sur 183 établissements, 95 selon l'administration - 130 selon l'entente syndicale pénitentiaire - subissent journellement un blocus plus ou moins total. Aux entrées, dont le portail a été soudé ou bloqué au béton, des gardiens en civil font barrage aux escouades policières qui les bousculent. Car s'il n'est pas question

pour eux de déstabiliser l'ordre intérieur fragile qui règle promenades, repas, douches, ateliers, cantine et parloirs au risque d'ajouter une peine à la peine, il s'agit de contrarier les flux et les reflux des prévenus vers la Justice. En liant le traitement qu'on leur fait à la sanction que la société inflige aux coupables, les geôliers disent symboliquement qu'on ne peut prétendre juger équitablement, si l'on se lave les mains de l'absurdité du monde où s'accomplira la sanction.

Ils en font partie intégrante. Ils ne sont pas des sentinelles aux miradors des camps, ils ne surplombent pas le monde carcéral mais le vivent et conçoivent comme une involontaire mais nécessaire communauté de destin. Les barreaux et les grilles ne séparent pas radicalement deux catégories d'humains, sauf à reproduire l'inhumanité des criminels. Ils savent que, quels que soient les actes ou inculpations, une prison est une réclusion rela-

tive et qu'à la rendre invivable, on entérine et aggrave la criminalité qui la motive. Ils savent et font savoir qu'il n'y a pas d'univers au rabais qui ne se venge un jour violemment de son rabaissement.

Le contenu de cette grève est modeste mais d'une portée essentielle : exiger l'alignement sur le statut des policiers, c'est contester l'implicite hiérarchie des valeurs qui donne le pas au « maintien de l'ordre » sécuritaire sur le sort ultérieur des exclus. De la pseudo clarté du jour social à la « nuit du cachot », ils récuse l'élision. La répression visible et la longue patience cachée qui préside à « l'expiation » doivent bénéficier du même effort et de la même attention.

D'autant plus, et c'est une nouveauté, que ni les technologies carcérales sophistiquées, ni la routine du métier n'ont transformé ces gardiens en gestionnaires insensibles d'un « meilleur des mondes »

pénitentiaire. Bien au contraire, le recrutement ayant changé (40 % de bacheliers), ce sont aujourd'hui des acteurs plus instruits, mieux avertis par la fréquentation des visiteurs, des aumôniers, psychologues et travailleurs sociaux, de l'importance ultime à accorder au regard sur les personnes. Tous les surcroûts de tâches que l'industrie de la contrainte impose par la vétusté des locaux, la surpopulation des cellules avec leurs majorités étrangères ou marginales, et l'insuffisance d'effectifs rendent plus évident à leurs yeux le déficit humain causé par le système. Une chancellerie indifférente et lointaine élude ou paraît ignorer tout ce qui n'entre pas dans la gestion du mécanisme brut de la détention.

Ces gardiens avertissent d'un fait de société qui fut plus d'une fois pré-révolutionnaire : l'inversion hiérarchique des élites. Ils sont le Tiers instruit qu'une « cascade de mépris » prétend faire voyager à fond de cale. Ils rejoignent ainsi tant d'infirmières, de postiers, de secrétaires, de cheminots, titulaires plus ou moins précaires de « boulots » au rabais qu'ils nourrissent d'une culture et d'une capacité inestimables, ils sont les réprimés permanents de la police sociale contemporaine. Ces femmes et ces hommes se révèlent-ils en bloquant un instant les rouages - contre le C.I.P., par exemple - qu'on leur cède mais c'est sournoisement pour les enfoncer davantage.

Quand ils prendront la parole, la France s'éveillera.

Luc de GOUSTINE

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Soutiers de la société du mépris - p.3 : Inverser les priorités - Écolos - p.4 : Une gestion vertueuse ? - La fine équipe - p.5 : La montagne d'or - p.6/7 : L'Algérie déchirée (II) - p.8 : Liberté et commandement - Le troisième homme - p.9 : Philosophie politique et théologie - p.10 : Rwanda - Auguste, don de Dieu... - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Soulagement.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Inverser les priorités

Il est heureux que Philippe Séguin, dans un livre-débat (1), mais avant tout par un long article sur l'Europe dans *Le Figaro* (2), recentre le débat politique sur l'essentiel.

En effet, et Séguin le regrette sur France-Inter le 12 décembre dernier, la non-candidature de Delors risque d'éluder pendant la campagne présidentielle un débat de fond sur l'Europe, alors que celle-ci « occupera une place centrale dans le prochain septennat dont elle déterminera largement la réussite ou l'échec ». C'est dire combien la conception politique de l'Union Européenne est primordiale, d'où l'importance de la révision institutionnelle prévue pour 1996 : « Il revient donc à la France de déterminer sa propre vision de l'Europe et de proposer à ses partenaires une dynamique nouvelle ».

Il ne saurait être question de revenir sur tous les points traités dans cet article. L'essentiel est, dans cette volonté d'initier un mémorandum français sur l'Europe pour 1996, de montrer comment il s'agit pour la France de ne pas gâcher l'occasion historique qu'offre cette révision d'un traité. Traité qui - s'il s'impose à tous, concède Séguin - n'est néanmoins pas immuable. Or, il s'agit d'inverser les priorités - d'où le regret que le fédéraliste Delors ne soit pas candidat pour en débattre : l'Europe doit s'inventer une identité politique, lors même que la nouvelle donne européenne rend caduc tout projet fédéraliste, dans un continent où l'aspiration à la souveraineté nationale est (re-)devenue un

élément majeur. Aussi, « chacun doit comprendre que ce n'est pas le calendrier de l'UEM qui doit s'imposer à celui de la révision institutionnelle, mais celui de la révision institutionnelle qui devra s'imposer à la mise en oeuvre de l'UEM ». Tant il est vrai que « les trois grandes questions de la réforme institutionnelle, de la préparation de la monnaie unique et de l'ouverture à l'Est, sont liées ».

Ces affirmations remettent à leur juste place les divagations physico-géométriques sur les noyaux durs ou autres cercles concentriques. Cette identité politique primordiale comme « forum commun à tous » doit reposer sur l'affirmation d'une spécificité, d'un discours de la méthode européenne : « Au delà des références fondamentales à la démocratie, à la paix et à l'économie de marché, trois exigences sont à la base de cette spécificité : le sens de l'égalité et de la solidarité, l'équilibre entre la loi de marché et la protection sociale, le souci de protéger tant la diversité des cultures que l'environnement ». C'est par rapport à l'essentiel européen, et non à des critères de convergence monétaire que peut se construire la solidarité européenne : « L'Europe du XXI^e siècle ne peut reposer sur quelques critères monétaristes imposant une logique d'exclusion successive ».

Où l'on retrouve le souci - gaullien - de la Grande

Europe : la place qu'y prendra la Russie y est une question, voire la question fondamentale ; comme son corollaire : l'indépendance face à la tutelle, d'ailleurs de plus en plus incertaine, des États-Unis. Imaginer une Europe de la sécurité sans la Russie est un non-sens. Que Séguin soit, aujourd'hui, à peu près le seul à le comprendre n'enlève rien à la force de cette évidence : « il ne peut exister ni paix ni prospérité durable sur le continent européen qui n'associent pleinement la Russie, plus que jamais élément clé de l'équilibre et de la stabilité ».

A l'Union Européenne, avant tout par son Conseil - sa seule véritable instance politique - et à la France dans l'Union de savoir saisir ce « rendez-vous majeur » et cette « chance historique » que constituerait l'élaboration, nécessairement parallèle, d'un projet pour la Grande Europe et de la révision institutionnelle. D'ailleurs pourquoi ne pas associer à cette dernière, d'une façon ou d'une autre, ceux des États dont le principe d'entrée dans l'Union est déjà acquis (pays de l'Est, îles méditerranéennes) ? Le refus, ou l'oubli, lors de la campagne présidentielle, du débat, à nouveau engagé par Séguin, sur l'Europe, serait une faute politique et nationale. Une telle absence montrerait en tout cas que les craintifs de l'Europe ne sont pas ceux auxquels on pense ordinairement.

Axel TISSERAND

(1) Alain Minc et Philippe Séguin - « Deux France » - Ed. Plon - prix franco : 140 F.
(2) *Le Figaro* du 7 décembre 1994.

Écolos

Dans le remue-ménage provoqué par le retrait de Jacques Delors, l'annonce de la candidature de Brice Lalonde à l'élection présidentielle est passée presque inaperçue. Il est vrai que cette candidature vient après celle de Dominique Voynet et d'Antoine Waechter...

Désormais divisé en quatre tendances (car il faut aussi compter Noël Mamère) l'écologie politique n'a pas survécu à ce qu'il prétendait dépasser : l'autocratie (d'un Brice Lalonde), le purisme idéologique (d'un Antoine Waechter), l'opportunisme (du toujours même Lalonde), les manœuvres d'appareil (d'un peu tout le monde), le culte de la personnalité (Brice et Antoine), la logique de rivalité (Antoine et Brice), les entreprises de récupération (Dominique Voynet, qui est plus une militante rouge-rose qu'une adepte du vert), l'ivresse sondagière, les séductions du pouvoir.

Cet échec sans grandeur confirme qu'il n'est pas possible de tirer une politique de l'écologie, et que l'idéalisation de la « nature » s'est accompagnée de pratiques caricaturales politiques. Sur ce champ de ruines, il s'agit maintenant de construire une écologie (une manière d'habiter le monde) inscrite dans un projet politique d'ensemble. Politique de la ville, politique du paysage et de la ruralité, tout est à reprendre et à repenser.

S.F.

Une gestion vertueuse ?

Sur la foi des prévisions optimistes de l'INSEE, le gouvernement annonce que la partie est gagnée. Au mépris de données majeures...

A lors que les « affaires » qui sont révélées jour après jour soulignent l'ampleur de la corruption, les statisticiens nous ont appris un beau matin de décembre que l'économie était entrée dans un « cercle vertueux ». Et M. Alphandéry, ministre dont la discrétion confine à l'évanescence, s'est fendu d'une déclaration aux termes de laquelle la France serait le seul grand pays industriel qui réunirait dans un « triangle magique » un taux de croissance supérieur à 3 %, un excédent de balance des paiements et une inflation inférieure à 2 %.

Ce n'est pas tout ! D'aucuns annoncent que l'économie mondiale serait déjà sortie de ses vingt années de crise et qu'elle commencerait à entrer dans un nouveau cycle favorable, comme les « vingt merveilleuses » par un journaliste du *Monde* (17/12/94) qui célèbre la victoire de l'économie de marché. Tant l'on crie Noël qu'il vient ?

Au risque de passer pour des rabat-joie, osons quelques remarques qui ne s'inscrivent pas dans l'optimisme officiel : 1° Annoncer vingt années de bonheur économique alors que la reprise mondiale est à peine confirmée paraît pour le moins présomptueux. Pour l'heure, il ne s'agit pas d'une prévision, mais d'un pronostic. Rien de plus.

2° Même s'il se confirmait, le nouveau cycle de croissance

mondiale ne nous fera pas entrer dans une période « merveilleuse » tant que l'économie trouvera sa dynamique dans un système d'exploitation et de corruption. Faut-il rappeler le travail forcé de dizaines de millions d'enfants, la masse énorme de capitaux mafieux, les ravages



sociaux et les désastres écologiques qu'engendre l'économie « de marché » ?

3° Quant à la France, la « vertu » célébrée par l'INSEE ne saurait faire oublier nos trois millions de chômeurs (le « gain de 60 000 emplois attendu au 1^{er} semestre 1995 est très faible), et l'augmentation rapide de notre endettement. Si la croissance économique ne s'accompagne pas d'une amélioration rapide des conditions de vie (baisse significative du chômage, hausse des salaires) l'explosion sociale deviendra un risque majeur.

Sylvie FERNOY

La fine équipe

A la tête du CNPF, l'imposant Gandois succède à Périgot-le-fade. Avec pour projet un slogan vague qui enjolive les classiques revendications patronales.

D'abord un coup d'oeil sociologique. Le nouvel exécutif patronal est très représentatif de la structure sociale de la haute nomenclature qui préside aux destinées du capitalisme français : nouveau « patron des patrons », Jean Gandois est

présenté sous l'emballage séduisant de « l'entreprise citoyenne », dont Jean Gandois fit le slogan de sa campagne au sein de l'organisation patronale. Comme la fameuse « ressource humaine », exaltée au moment où le patronat durcissait son attitude à l'égard du personnel, le thème « civique » accompagne une défense très classique des intérêts du patronat.

Tout en agitant l'idée sympathique d'un « nouveau contrat social » et d'une grande mobilisation pour l'emploi, Jean Gandois a repris l'antienne de la baisse des charges - qui sont sans effet notable sur le niveau de l'emploi - tout en réclamant discrètement une plus grande flexibilité. De surcroît, le nouveau patron des patrons refuse d'envisager une hausse générale des salaires, ce qui ne l'empêchera pas de se plaindre de la faiblesse de la demande globale.

Pour l'instant, le nouveau président s'est taillé une réputation à l'aide de deux ou trois effets d'annonce, sans que la moindre idée originale soit émise. Mais il bénéficie comme tout nouvel arrivant d'un crédit de quelques mois pour convaincre ses partenaires et les citoyens que le patronat français a bel et bien changé. Rendez-vous au printemps.

Annette DELRANCK

Mais ces froides réalités sont

La montagne d'or

Constantinople ou Jérusalem ? L'attention a tout lieu de se reporter aujourd'hui d'Israël vers la Turquie.

Le règlement du conflit israélo-arabe est la préoccupation prioritaire de la diplomatie américaine et, par voie de conséquence, a aussi toujours paru central à la France, même depuis que nous en avons été pratiquement écartés et l'Europe avec nous. Il en va ainsi du Moyen-Orient en général. Cette concentration n'a d'égale que le désintérêt marqué pour les problèmes qui agitent l'Asie mineure, légèrement plus au nord.

C'est une histoire au moins aussi vieille que les Croisades. Comme vient nous le rappeler la crise bosniaque, l'intérêt des Européens n'est sans doute plus identique en ce domaine à celui des Américains. Encore que, si l'on veut bien y réfléchir, le contrôle des ressources en eau du plateau anatolien ne sera peut-être pas moins crucial à terme que celui des champs pétrolifères du Golfe.

Pour les Européens, en revanche, l'enjeu est on ne peut plus actuel, et pas seulement en Bosnie, mais aussi en Allemagne et en France en raison de l'émigration. Les « Turcs des montagnes », qu'ils soient ou non Kurdes, qu'ils combattent aux alentours des grands barrages régulant les cours du Tigre et de l'Euphrate, ou qu'ils s'agglutinent aux abords des grandes villes, Ankara ou Istanbul, incarnent la troisième vague venue de l'Est après les seldjoukides et les ottomans. Et comme dans les deux précédents cas, l'histoire est à nouveau en marche dans la

mesure même où, effectivement, pour ces nouveaux venus le passé n'existe plus. Leur identité est extrêmement forte, en dépit ou à cause de leur déracinement, mais, illettrés, ils ne ruminent pas la grandeur et donc la décadence de l'empire. Ils en bâtissent un nouveau qui risque d'emporter beaucoup de choses sur son passage. Les progrès de la pratique religieuse participent du même phénomène que la persistance du problème kurde. L'état-major de l'armée turque ne s'y trompe pas qui exerce également sa vigilance. Il n'y a guère que nous, à l'ouest du petit cap européen, à les différencier, sans doute parce que la résistance kurde avec le PKK (parti des travailleurs) s'est présentée sous une forme ultra-laïque, marxiste ; il en ira peut-être autrement s'il y a récupération du problème par le parti islamique.

Il y a quelque contradiction à vouloir créer une sorte de Kurdistan, même autonome, qui repousserait une nouvelle fois la Turquie vers l'Ouest, et à lui barrer en même temps la route de l'intégration européenne. Le raisonnement qui consiste à faire dépendre un accès élargi à la Communauté économique européenne, sans parler de l'Union politique, d'un traitement particulier de la question kurde, se mord la queue si on le considère sur la durée et dans l'espace. On serait plus logique avec soi-même si l'on argumentait la nécessité pour l'Europe de traiter la Turquie comme un membre - ou si l'on répugne au mot, un partenaire - à part entière, afin qu'elle puisse

redonner à son peuple une vision claire, laquelle permettrait enfin de traiter le problème kurde, problème devenu désormais oriental pour une Turquie d'Europe. Sans cette option délibérée, que l'Europe est incapable de prendre, la Turquie ne choisit pas, elle glisse le long d'une pente hors de tout choix volontaire. Les Turcs votent, comme on dit, avec leurs pieds.

Le 19 décembre, la Turquie doit signer à Bruxelles l'accord d'union douanière qui réalisera l'extension *de jure* du marché unique. Le pari économique qui sous-tendait cette ouverture n'est pas du tout gagné. Il n'est surtout pas à la hauteur des enjeux qui sont politiques et appellent, comme pour la Bosnie et bien plus encore, une réponse politique. Au sommet européen d'Essen, on a vu ceux de Visegrad (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie) mais aucun Turc, sinon dans les rues.

D'un article fameux de l'essayiste américain Robert Kaplan, intitulé « l'anarchie qui vient », on a surtout retenu le tableau apocalyptique qu'il trace de l'Afrique noire. L'essentiel de son texte pourtant est consacré à l'ordre - si l'on peut dire - qui, par contraste, règne dans les bidonvilles, d'Ankara. « La montagne d'or », du nom de l'un d'entre eux, qui fait penser à la prestigieuse « Corne d'or » d'Istanbul, doit ressembler, dit-il, à ce que devaient être les campements militaires ottomans à la veille de la chute de Constantinople en 1453. Gardons cette image devant les yeux.

Yves LA MARCK

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Un débat sur la monarchie tourne à la polémique constitutionnelle à Londres. Le parti conservateur a accusé les travaillistes de vouloir porter atteinte à l'identité même du pays et d'en saper les fondements constitutionnels. C'est le ministre de l'intérieur du cabinet fantôme du Labour, Jack Straw, qui est à l'origine de cette tempête pour avoir affirmé dans une émission télévisée que dans le cadre des réformes proposées par son parti, certaines viseraient à redéfinir le rôle de la monarchie. Il demande notamment l'abolition du droit des lords héréditaires à siéger et voter dans la chambre haute, ainsi que l'abolition de la prérogative royale qui permet au souverain de déclarer la guerre, de dissoudre le Parlement, de nommer et démettre des responsables officiels... Dans ses déclarations, Jack Straw a prôné un processus d'évolution « vers une monarchie plus scandinave avec un souverain symbolisant une société qui serait moins une société de classes, quelque peu au-dessus de la bataille politique. Cela ne veut pas dire forcément la fin de la monarchie, mais la redéfinition du rôle du souverain ».

♦ **MAROC** : Le roi Hassan II du Maroc, qui préside le sommet de la conférence islamique à Casablanca, a sévèrement condamné dans son discours d'ouverture « l'extrémisme islamique ». En sa qualité de Commandeur des Croyants, le roi a affirmé que « personne ne peut s'arroger le droit de prononcer des jugements excommuniants des musulmans ou émettre des fatwas pour les combattre ». Il a en outre proposé la constitution d'une « haute instance à laquelle on devrait se référer pour faire connaître les préceptes de l'islam ».

♦ **ETHIOPIE** : Terrible révélation lors du procès du dictateur rouge Mengistu et de ses complices qui a commencé à Addis-Abeba : sur l'ordre de la junte d'officiers marxistes, le roi des rois, le Négus, plus connu comme l'Empereur Haïlé Sélassié a été étranglé dans son lit le 26 août 1975. Les auteurs du coup d'État reprochaient au Négus d'être à la tête « d'un ordre féodal ». Ils l'ont remplacé par un régime qui a fait régner une terreur sanguinaire pendant plus de quinze ans. Cette révélation sur les circonstances du régicide pèsera lourd au moment du verdict du procès.

♦ **DEUX-SICILES** : Le chef de la Maison royale de Bourbon-Siciles, Ferdinand, duc de Castro, a été acclamé le 2 décembre par une foule de Napolitains rassemblés autour de la basilique Santa-Chiara pour le centième anniversaire de la mort de Ferdinand II, dernier roi de Naples, vaincu par les chemises rouges de Garibaldi réalisant l'unité italienne. Le duc de Castro, son épouse, leurs trois enfants et d'autres membres de la famille, se sont donc rendus à Naples où ils ont reçu un vibrant accueil, qui dépassait même celui qui leur avait été réservé en 1984 pour le rapatriement des cendres du roi François II et de son épouse la reine Marie-Sophie.

Dans notre précédent numéro, le professeur Sami Naïr avait situé la crise

algérienne dans son contexte politique, culturel et surtout social. Dans la seconde partie de cet entretien, il nous expose une réalité beaucoup plus complexe que celle présentée dans les médias et montre comment l'Algérie pourrait sortir de la tragédie qu'elle vit actuellement.

Entretien avec Sami Naïr

L'Algérie déchirée (2)

■ **Royaliste** : Lors de notre précédent entretien, vous avez montré les causes profondes de la victoire des islamistes aux élections de 1991. Quant à celle-ci, d'autres facteurs ont-ils joué ?

Sami Naïr : Le mode de scrutin a eu une importance certaine sur le résultat. Pour Chadli, le véritable ennemi était incarné par les forces démocratiques, ce qui montre que le président algérien n'avait vraiment rien compris ! Mais c'est pour cette raison qu'il a choisi le scrutin uninominal à deux tours, dont on sait qu'il renforce les partis déjà puissants. Le calcul de Chadli consistait en effet à faire sortir des urnes deux forces principales, le FLN et le FIS, dans la perspective d'un gouvernement en alternance ou même d'une coalition. A l'époque, cette politique avait séduit certains intellectuels, qui rêvaient d'un système à l'anglaise. Nous avons vu le résultat...

Or le FIS est le grand vainqueur du premier tour, et s'apprête à remporter 70 % des sièges au second tour. L'armée ne peut accepter une victoire si massive : elle démissionne Chadli, arrête le processus électoral et par la même occasion efface le moment de légitimation par la démocratie. Nous savons aujourd'hui que Chadli était partisan d'un gouvernement avec les islamistes et qu'il avait promis à l'armée que le

FIS ne poserait ni la question de l'armée, ni celle de la politique étrangère, ni celle des finances. Mais, lorsqu'il a été contacté entre les deux tours, le chef du FIS, Madhani, a revendiqué la totalité du pouvoir.

■ **Royaliste** : Dès lors, comment le pouvoir politique évolue-t-il ?

Sami Naïr : La légitimation du système par la démocratie ayant échoué, on tente la légitimation par le nationalisme. D'où l'appel à Boudiaf, chef historique de la révolution algérienne qui est extérieur à la vie politique puisqu'il vit au Maroc. Boudiaf était d'autant plus intéressant pour les militaires qu'il n'avait aucun réseau à l'intérieur du système politique et de l'armée, aucun lien avec le système économique. Très honnête, peu connu mais bénéficiant d'un grand prestige, c'était le candidat idéal, manipulable à merci. Vous vous souvenez que Boudiaf a été assassiné six mois après son entrée en fonction, parce que ce Saint-Just vieillissant croyait toujours à la vertu, avait eu l'imprudence de mettre le nez dans les affaires de corruption et d'envisager une loi dans ce domaine.

Boudiaf a été remplacé par Khafi, qui représentait la *nomenklatura* puisqu'il était secrétaire général de l'Association des Anciens combattants, laquelle bénéficie d'un grand pouvoir. Grâce à la nomination de ce haut person-

nage, l'armée entendait renouer son pacte avec la bureaucratie nationaliste. Mais Khafi était trop terne, et fut incapable d'engager le dialogue avec le FIS. Avec le général Zerhoual, nous avons aujourd'hui un produit typique de l'armée, qui montre que les militaires ont décidé de régler directement le problème par la confrontation avec le FIS.

■ **Royaliste** : Nous connaissons l'idéologie du FIS, mais comment est-il organisé ?

Sami Naïr : Le FIS est organisé comme le FLN pendant la guerre d'Algérie en groupes de base autonomes. Parmi les dirigeants il faut distinguer deux grands courants, celui des salafistes (Ben Hadj) et celui des algérianistes (Madhani). Les salafistes sont des musulmans intégristes pour lesquels l'identité nationale et la question algérienne sont des données tout à fait secondaires : il s'agit pour eux de faire prévaloir les idéaux de l'islam, comme les salafistes égyptiens du début du siècle qui se sont farouchement opposés au nationalisme arabe. En Algérie, le salafisme est un mouvement qui travaille la société depuis très longtemps et en profondeur. Les algérianistes défendent quant à eux l'idée d'un islam à l'algérienne et tiennent compte du fait que l'histoire du pays empêche qu'il s'orientalise comme le voudraient les salafistes.

Vous savez que le FIS s'appuie sur des groupes armés qui se sont constitués dès le milieu des années 1970 et qui se sont développés dans les années 1980 en organisant des bases de maquis. Les cadres du FIS sont issus du milieu scientifique et technique, comme je l'ai montré dans notre premier entretien, et la base de masse est formée par les jeunes couches marginalisées.

Les objectifs du mouvement sont très simples : il s'agit d'abord de montrer l'incapacité du pouvoir à contrôler la situation en Algérie. Il s'agit ensuite de dominer totalement la société, à la fois par le bas en organisant l'entraide sociale, et par le haut au moyen du terrorisme. Il faut souligner que le FIS est extrêmement cohérent dans sa stratégie d'assassinat des intellectuels

car il ne faut pas qu'il y ait des gens qui puissent remettre en question ce que dit le FIS. En cela, les islamistes algériens s'inscrivent très rigoureusement dans la logique de tous les mouvements totalitaires, qui ne supportent pas la critique intellectuelle. Un autre objectif des intégristes est l'infiltration dans l'armée : nous avons peu d'informations sur le sujet, mais il y a de plus en plus de désertions et, dans l'Oranais, des compagnies entières sont parties avec armes et bagages.

■ **Royaliste** : Qu'en est-il du G.I.A. ?

Sami Naïr : Il faut être très prudent quant à ce mouvement : il joue un rôle important dans la mouvance intégriste, il est constitué d'intégristes, mais j'ai la conviction

que le G.I.A. est pour une part manipulé par l'armée et infiltré par les groupes « éradicateurs ».

■ **Royaliste** : En quoi la situation de la Kabylie est-elle spécifique ?

Sami Naïr : Les Kabyles représentent dans le système algérien une force importante puisque, soit dit en passant, ce sont des Kabyles qui ont constitué l'épine dorsale de la Sécurité militaire. Les confréries religieuses sont très importantes en Kabylie, l'Islam y très implanté et très fortement structuré, et vous savez que cette région a été la plus déterminée de toutes dans la lutte contre la France.

Historiquement, la spécificité culturelle berbère a été à la fois marginalisée et brimée par les Turcs, puis utilisée et privilégiée par la France dans son système de division entre les différents groupes de la société algérienne. Il faut observer que la culture kabyle n'est pas constituée : c'est une culture de tribus (kabyle signifie tribu), il n'y a pas de langue écrite ni de tradition littéraire et scientifique comme dans la culture arabe. Mais les tribus kabyles n'ont pas subi la désagrégation du système traditionnel comme d'autres régions : depuis 1965, c'est la région qui a été la plus choyée par le pouvoir dans le domaine économique, justement parce que la base du système de Boumedienne reposait sur les Kabyles de la

Sécurité militaire. La Kabylie a donc bénéficié des plus importantes aides au développement de toute l'Algérie, tout en préservant ses structures de solidarité tribale, mais elle a subi de plein fouet les effets de la politique d'arabisation mise en place vers 1977-78. D'où l'affirmation du mouvement culturel berbère qui, sur fond de structures traditionnelles, explique que la Kabylie résiste actuellement aux logiques qui affectent violemment le reste de l'Algérie.

Cela dit, il serait dangereux de réactualiser le « mythe kabyle » fabriqué par les Français à la fin du XIX^e siècle et prolongé pendant la guerre d'Algérie avec la fiction de la « carte kabyle ». Une fois de plus, on se tromperait car les islamistes ont beau jeu de dire qu'ils ne sont ni pour les Arabes ni pour les Kabyles mais pour la religion musulmane.

Un dernier mot. J'ai dit que la Sécurité militaire est dominée par les Berbères kabyles : il faut préciser qu'il y a aussi les Berbères des Aurès, qui sont arabophones, et qui constituent la puissance principale dans l'armée. Les seuls qui n'aient jamais eu le pouvoir en Algérie, ce sont les citadins arabophones. En Algérie, le pouvoir a toujours été et demeure l'objet d'une confrontation entre les Berbères des Aurès (Chaouia) et les Kabyles. Or le grand paradoxe historique est que les Chaouia ont été arabisés et ont toujours servi de mercenaires aux Turcs et à l'aristocratie arabe urbaine pour s'opposer aux tribus des montagnes. Aujourd'hui encore, les habitants de la Kabylie avancent une revendication culturelle dont les Berbères des Aurès ne veulent pas entendre parler...

■ **Royaliste** : Où en sont les négociations ?

Sami Naïr : Les islamistes ont montré qu'ils étaient capables de terroriser la société mais, à mon avis, ils savent qu'ils sont incapables de prendre le pouvoir face à l'armée. La violence est conçue pour créer des conditions favorables à la négociation, selon un objectif de conquête du pouvoir qui peut passer par une alliance avec certaines fractions de l'armée.

De fait, l'armée se trouve placée devant deux choix : une partie de l'état-major, composé de chadistes, estime que l'armée peut partager le pouvoir avec le FIS, et que cela aurait l'avantage de stabiliser la société - l'armée conservant quant à elle la gestion d'une partie du système. D'autres militaires estiment qu'il faut instaurer un nouveau consensus en négociant avec le FIS mais en interposant entre l'armée et le FIS les forces démocratiques.

Le problème, c'est que les forces démocratiques sont faibles. Or il me semble que la seule manière de dégager une alternative démocratique aujourd'hui, c'est de retourner devant le peuple souverain avec un mode de scrutin qui favorise l'expression des minorités, c'est-à-dire une proportionnelle intégrale. Les négociations sont apparemment rompues entre le pouvoir et les intégristes. Cette situation ne peut pas durer.

Il y a donc une hésitation politique, qui s'accompagne d'une montée de la violence - dont le point extrême n'est malheureusement pas atteint. Aucune solution de force ne peut se dégager et, à mes yeux, il n'y a pas d'autre issue que la voie de la négociation et d'une perspective démocratique. Mieux vaut une situation démocratique très difficile à contrôler qu'une alliance entre les militaires et les intégristes.

Propos recueillis par
B. La Richardais

BIBLIOGRAPHIE

Sami Naïr est professeur de science politique. Il a été codirecteur de la revue *Les Temps modernes*, rédacteur en chef de *L'Événement européen* et a publié plusieurs ouvrages. Ses nombreuses tribunes libres dans la presse française sont toujours très remarquées.

Parmi ses derniers livres signalons :
♦ « *Le Caire, la victorieuse* : journal d'un voyage égyptien » - Denoël 1986 - prix franco : 100 F.
♦ « *Le regard des vainqueurs* : les enjeux français de l'immigration » - Grasset 1992 - prix franco : 120 F.
♦ « *Le différend méditerranéen* : essais sur les limites de la démocratie au Maghreb et dans les pays du tiers monde » - Kimé 1992 - prix franco : 150 F.
♦ « *Lettre à Charles Pasqua* de la part de ceux qui ne sont pas bien nés » - Seuil 1994 - prix franco : 85 F.

Liberté et commandement

Liberté, commandement, politique, éthique, transcendance. Avec Emmanuel Levinas, les mots reprennent sens.

La réflexion philosophique est trop souvent confondue avec un langage obscur sur des pensées opaques, qui l'exileraient de la société « réelle » et des soucis des hommes vivants. Pourtant, on bée devant un quelconque patron qui jacasse sur l'éthique, et on vote massivement pour des démagogues qui brandissent l'identité et les valeurs à tout bout de champ.

Plutôt que de chercher à retenir d'assommants bavardages, plutôt que d'accepter la manipulation des concepts et leur réduction à l'état de slogan, mieux vaut rechercher la compagnie d'un véritable philosophe. Emmanuel Levinas est un des plus grands parmi les vivants, ce qui ne doit pas intimider ceux qui n'ont pas reçu d'enseignement philosophique : surtout lorsqu'elle s'exprime dans des conférences, la pensée levinassienne est remarquablement claire, accessible, et peut se révéler décisive à qui veut bien méditer sa portée.

La force d'Emmanuel Levinas, c'est de relier le politique et l'éthique, l'éthique et la

transcendance divine sans nous perdre dans des abstractions puisque sa philosophie évoque et invoque le visage d'autrui, qui est à l'image et à la ressemblance de Dieu. C'est le visage qui commande à chacun de prendre la responsabilité d'autrui, c'est par la rencontre des visages que commence la relation entre les créatures qui trouvent leur libre existence dans le respect du commandement divin (Tu ne tueras pas...). Qu'importe que les visages soient blancs ou noirs, laids ou beaux, français ou étrangers : tout visage nous invite à aimer notre prochain.

Mais cette responsabilité mutuelle ne suffit pas à garantir la liberté des personnes. Guerrière, tyrannique, la violence menace à tout instant. Pour lui faire obstacle, « la liberté consiste à instituer hors de soi un ordre de raison ; à confier le raisonnable à l'écrit, à recourir à une institution. La liberté, dans la crainte de la tyrannie, aboutit à l'institution, à un engagement de la liberté au nom de la liberté, à un État ».

La transcendance fonde l'éthique, qui donne sens au politique en ce qu'il lui commande la justice et le souci primordial de liberté. Avec Emmanuel Levinas, nous pouvons approfondir et toujours prolonger nos pensées les plus familières.

B. LA RICHARDAIS

(1) Emmanuel Levinas - « Liberté et commandement » - Fata Morgana, 1994 - prix franco : 100 F.

Faites connaître
Royaliste

Abonnez vos
amis !

Trois mois d'essai = 25 F

Le troisième homme

Non sans une certaine sympathie, Thierry Desjardins présente un Charles Pasqua rayonnant, au faîte de sa carrière et apte à devenir le « troisième homme » qui renverra dos à dos Balladur et Chirac à l'occasion de l'élection présidentielle, devenant ainsi un homme d'État enfin reconnu (1).

Commençons donc par les qualités du bonhomme : pas mal de flair politique, de réels talents d'organisateur (appuyés sur des réseaux dans toute la France), une aptitude à se rendre incontournable et à rebondir sur les échecs et, en ce qui concerne les méthodes sulfureuses (usage de la calomnie, trucage des élections au RPR, utilisation de gros bras et de mouchards) une habileté à ne jamais être pris la main dans le sac (pardon pour le jeu de mots). Ajoutons-y une bonne dose de gaullisme populaire (si Malraux voyait dans le gaullisme le métro à 6 heures du soir, Pasqua y retrouve tous les buveurs de pastis), un goût prononcé pour l'aménagement du territoire acquis auprès de Paul Ricard et une prédisposition à s'entourer d'une bonne équipe (que ce soit Place Beauvau ou dans les Hauts-de-Seine).

Au fil des pages, on finit toutefois par mieux cerner le personnage. D'abord, Pasqua, c'est une liste impressionnante d'échecs personnels (souvent battu dans ses combats électoraux, il mise en outre souvent sur le mauvais cheval, à commencer par Chirac). Il n'est pas le gaulliste « historique » qu'il prétend (il n'a que 13 ans en 1940). Sa foi gaulliste ne peut être mise en doute (elle lui permettra par exemple d'être un farouche adversaire de l'O.A.S.), mais elle est proche de celle du charbonnier

et ne découle pas d'une réflexion politique particulière. Pasqua n'est pas un théoricien politique. Il a été le gros bras de ceux qui pensaient pour lui (Juillet - Garaud) ou s'est souvent contenté d'être le sicaire de celui qui pouvait occuper dans son cœur la place laissée vacante par le Général. Enfin, c'est avant tout un tacticien qui cherche à faire des « coups » et qui fonctionne plus par calcul que par conviction.

L'ouvrage de Desjardins a le mérite d'expliquer pourquoi Pasqua lâche Chirac pour Balladur : malgré tous les efforts déployés, Chirac échoue constamment et les gaullistes risquent de ne jamais récupérer le pouvoir qu'il estime leur être dû. Pour Pasqua, Chirac a commis deux erreurs : l'approbation de Maastricht (la victoire du non aurait été politiquement payante) et le refus de Matignon en 1993. Et puisque Balladur apparaît plus malin, autant miser sur lui d'autant plus que Pasqua lui est indispensable et peut lui faire avaliser une dérive droite du gouvernement. A moins que, comme le suggère l'auteur, Pasqua ne flingue au passage l'Édouard jusqu'alors tant haï (car trop centriste) et ne ramasse toute la mise. Info ou intox ?

Christian MORY

(1) Thierry Desjardins - « Pasqua - Portrait étonnant d'un ministre surprenant » - Édition n°1 - Prix franco : 140 F.

Philosophie politique et théologie

La question de l'Action française provoqua au début du siècle une controverse philosophico-théologique de grand style, dont la puissance intellectuelle ne fut jamais égalée dans la suite d'une querelle à rebondissements. Avec le recul du temps, sa pertinence n'a pas faibli, bien au contraire, même si un coup d'oeil superficiel paraît la frapper d'obsolescence. L'autonomie du politique qui rejoint le problème des rapports entre le spirituel et le temporel a-t-elle jamais été autant d'actualité en notre époque de redéfinition de la laïcité ? Le rôle de l'État libéral, son incompétence en matière religieuse en même temps que son rôle de garant de la liberté confessionnelle qui fut un des casse-tête de Vatican II est une des notions clefs des pays démocratiques qui se débattent avec la vague islamique. Tout cela dépend d'un champ de réflexion dont les fondements inaperçus ont été justement explorés au début de ce siècle par des penseurs aujourd'hui bien oubliés. C'est le principal mérite de la thèse de l'universitaire anglais Michael Sutton de nous les rappeler au cours d'un travail approfondi à propos de la pensée de Maurras.

Généralement, on ne retient de la période initiale de l'Action française que son opposition frontale avec le Sillon. Le débat fameux qui opposa Maurras et Sangnier et se traduisit par la victoire intellectuelle du premier sur le second est trompeur. La générosité indéfectible du chef de file du Sillon ne pouvait compenser son inaptitude à la dialectique et sa déficience philosophique. En revanche, Maurice Blondel, l'auteur de la thèse sur l'Action et l'oratorien Lucien Laberthonnière excellaient particulièrement sur le terrain où Sangnier était défaillant. C'est leur participation à la bataille contre l'Action française qui mérite d'être retenue et surtout l'éclairage philosophique et théologique qu'ils lui ont donné.

A dire vrai, ce n'est pas d'abord à Maurras directement qu'ils s'opposent. Pour qu'ils entrent en lice, il aura fallu qu'un jésuite le Père Pedro Descoqs s'avise de confronter la pensée du principal inspirateur de ce qu'on appelait alors le mouvement néomonarchiste à la pensée catholique, avec un parti pris de bienveillance que n'explique pas seulement le climat de l'époque. Blondel et Laberthonnière vont réagir très fermement parce qu'il leur semble qu'en accordant trop à Maurras - en dépit de ses réserves - le jésuite des *Études* engage l'Église sur une pente périlleuse où sa foi risque d'être compromise dans une logique païenne et positiviste. Cette fois la controverse est directement théologique, malgré ses points de départ philosophiques. Elle met en cause la grâce et la nature, la structure morale de l'action humaine, l'Église même dans son essence lorsqu'elle est menacée d'être réduite à une pure force d'action historique et hiérarchique, l'incarnation de cette Église dans le temps avec ses moyens d'influence et de coercition sur la société...

On est alors en pleine bataille de la séparation de l'Église et de l'État. La volonté pacifique que Léon XIII avait manifestée avec sa politique de ralliement se trouve compromise par une bataille féroce où cléricisme et anticléricalisme s'affrontent sans merci. C'est l'anticléricalisme qui a le dessus avec des mesures drastiques contre les congrégations. L'Action française a pris vigoureusement le parti de la défense religieuse. Laberthonnière de son côté s'inquiète : la lutte dans laquelle l'Église s'est lancée pour défendre ses institutions menacées ne va-t-elle pas à l'encontre de sa mission spirituelle qui impliquerait de ce point de vue un certain désengagement ? Blondel est plus modéré là-dessus, car il pense que son ami pêche par trop d'angélisme. Mais il pousse dans la même direction. On retrouvera longtemps après cette volonté qui consiste à affirmer la primauté de la communion sur l'institution, l'aspect hiérarchique de l'Église ne pouvant être conçu que comme une mission de service pur et non de domination.

Alors que Maurras se saisit des formules les plus violentes pour s'opposer à un individualisme anarchiste et destructeur, n'est-ce pas le moment de rappeler que pour le christianisme

il y a aussi un primat de l'intériorité personnelle, non pas pour que l'individu se laisse aller à son caprice, mais parce que chacun étant renvoyé à sa conscience se comporte « comme étant rattaché d'une part à la réalité totale du temps et d'autre part à la réalité totale de l'éternité ». Laberthonnière posait aussi la question des rapports du personnel et du social, en s'opposant à une décision libérale individualiste mais en rappelant que dans sa perspective - que plus tard on appellerait personneliste - « chaque homme s'appartient à lui-même et il ne se donne que s'il consent à se donner. Tout notre être est emprunté. Personne ne peut le nier. Et cependant nous sommes autonomes ; et c'est à ce titre que nous sommes appelés à former une société morale, une société consentie ».

Autre dimension à approfondir, celle des rapports de la nature et de la grâce. Descoqs n'aurait-il pris si aisément le parti de l'Action française que parce qu'il était suarezien et avait tendance à concevoir une nature pure, séparée du surnaturel ? Blondel qui dans sa réflexion sur l'Action a beaucoup approfondi l'incomplétude de l'homme face à ses vœux d'infini et donc l'appel implicite qu'il lance vers son achèvement surnaturel remet sévèrement en cause cette étanchéité entre les deux domaines. Laberthonnière allait dans le même sens en montrant que « les vertus de charité, d'abnégation, de générosité, fondamentales dans l'activité de l'Église, ne devaient pas rester confinées dans la sphère non politique de la vie de l'homme en société ». Voilà qui rejoint la controverse sur le surnaturel qui rejaillit un demi-siècle plus tard autour d'un livre du Père de Lubac, un théologien beaucoup marqué par Blondel.

La thèse de Michael Sutton est donc bien précieuse avec ses qualités d'information précise et de restitution des hommes dans leur époque, leur environnement intellectuel et politique. Mon unique réserve - mais elle est de taille - concerne la façon dont il boucle étroitement la pensée de Maurras dans des raccourcis qui ne me semblent ne tenir compte ni de sa complexité, ni de ses évolutions évidentes. Certaines assertions de l'auteur me paraissent mal fondées et en tout cas contredites par d'autres textes passés sous silence. Par ailleurs, Maurras est rendu solidaire d'une théologie dont il ignorait les arcanes et il n'est pas évident que son évolution spirituelle ne contredise complètement cet « extrinsécisme » où Sutton veut l'enfermer. N'empêche qu'il faut lire son livre !

Michael Sutton - « Charles Maurras et les catholiques français 1890-1914 - nationalisme et positivisme » - Beauchesne - prix franco : 240 F.

par Gérard Leclerc



Rwanda

Rares sont les ouvrages consacrés au Rwanda, rares sont les émissions télévisées qui ont inscrit l'épouvantable tragédie vécue par ce pays l'été dernier dans son arrière-plan historique.

D'où le grand intérêt de l'ouvrage que Laurent Gakuba a consacré à l'histoire du Rwanda (1). Ce travail d'un amateur éclairé s'arrête en 1959, mais les informations qu'il donne sur la vie économique et sociale du pays sont précieuses, et son analyse des « dernières décennies de la monarchie sous la colonisation belge » - tel est le sous-titre du livre - ne peut manquer de retenir l'attention des lecteurs de *Royaliste*.

Cette histoire politique du Rwanda est d'autant plus significative que l'auteur n'est pas monarchiste, et qu'il ne croit pas à un retour du roi aujourd'hui en exil. C'est donc un observateur sans passion qui examine le rôle positif que joua le roi Mutara III dans la modernisation et dans l'essor culturel du Rwanda, et notamment le courage qu'il lui fallut pour abolir le système féodal en 1954 malgré la résistance de toutes les forces conservatrices. Cette décision amorçait un partage équitable des pouvoirs entre Tutsis et Hutus que le roi ne mena pas jusqu'à son terme. Sa mort en 1959 et l'abolition de la monarchie en 1961 empêchèrent que la politique de justice sociale soit reprise et prolongée. Nous connaissons la suite...

S.F.

(1) Laurent Gakuba - « Rwanda 1931-1959 » - La Pensée universelle, 1991 - prix franco : 120 F.

Auguste, don de Dieu...

Dernier des Capétiens sacré du vivant de son père, initiateur de l'État moderne, vainqueur à Bouvines grâce à l'alliance du roi et des milices communales, Philippe Auguste a profondément marqué l'imaginaire de notre pays.

On l'a appelé tour à tour Philippe Dieu-donné (tant il était désiré de son père), Philippe de Gonesse (peut-être son lieu de naissance, au moins celui où il passa ses premières années), Philippe le Mal Peigné (tant sa chevelure était hirsute ; c'était avant que l'eau croupie des croisades ne le rendit chauve !), le roi Borgne (toujours un effet de l'eau de Terre Sainte...). La postérité lui gardera finalement le surnom d'Auguste, non pas tant pour être né en août que pour avoir augmenté (« augere » en latin) la puissance royale...

« Celui qui a merveilleusement dilaté la puissance du royaume de France » apparaît bien comme l'un de nos plus grands rois dans la biographie que lui consacre Gérard Sivéry. Ce n'est pourtant pas là oeuvre de panégyriste : c'est un livre sérieux, aux références solides. L'auteur a puisé dans des sources souvent ignorées ou négligées car trop rebutantes et inutiles aux simples compilateurs... La lecture n'en est pas moins alerte, le personnage aussi humain que vivant dans une époque aussi lointaine de nous dans le temps que dans l'esprit. Les valeurs d'alors nous sont si peu communes... Qu'importe, c'est l'occasion pour Gérard Sivéry de nous dépeindre une société et ses mœurs, ses raisonnements, ses concep-

tions qui nous sont autant de flambeaux éclairant sous tous les angles personnages et événements. Une analyse poussée est spécialement consacrée à la fonction royale et à ses rites : une des nombreuses mises au point plus que nécessaires. Mais l'auteur n'esquive pas pour autant la « petite his-



toire » : il relativise cependant l'accentuation trop souvent outrageusement mise sur quelques points « croustillants » dont certains devanciers se sont gargarisés. La « trahison » de Terre Sainte, l'« affaire » Ingeburge, ses démêlés avec Rome, les persécutions dans son propre royaume... Gérard Sivéry tente de dénouer les intrigues, en présente son interprétation toujours appuyée sur des mœurs et des documents d'époque. Le tout est très convainquant.

C'est vrai, Philippe Auguste n'a pas hésité à utiliser des procédés dignes de bandits de grands chemins, son adage à lui aussi aurait pu être « *divide ut regnes* ». Mais il a régné en grand roi, pour le bien, non pas du roi, mais de l'autorité royale et ce, au grand dam de ses puissants vassaux de plus en plus tenus à l'écart des rênes du royaume. Pour tout cela, Philippe eut aussi beaucoup de chance : celle de trouver sur son chemin des hommes exceptionnels auxquels il confia, sans se soucier de leur origine sociale, rien de moins que le gouvernement d'un royaume sur lequel il se contentait de régner, en toute indépendance ; c'est bien là une grande innovation !...

Chance encore d'être né en cette époque qui se révélait être celle d'une évolution intellectuelle sans précédent en Occident.

Chance toujours, pour sa postérité dans l'Histoire, d'avoir eu pour contemporains - tant alliés qu'ennemis - des êtres hors du commun.

Chance incroyable enfin sur les champs de batailles...

Voilà pourquoi Philippe II, calculateur à l'extrême, méfiant car anxieux par nature, maître (car précurseur) en géopolitique, aura su affirmer la race capétienne qui commençait il est vrai à s'essouffler et devait laisser dans l'Histoire l'empreinte d'un homme non dénué de défauts mais tout entier dévoué à sa charge...

Patrick LEWILLE

Gérard Sivéry - « Philippe Auguste » - Plon, 429 pages - prix franco : 155 F.

On chante tant Noël qu'il vient !

Eh oui, nos lecteurs sont formidables ! Avec la dernière liste de souscripteurs que nous publions ci-dessous, notre souscription est close et l'objectif atteint et même dépassé. C'est donc d'un cœur plus serein que nous abordons l'année nouvelle. Bien sûr, notre situation reste fragile et notre équilibre financier précaire, mais la mobilisation de nos amis a permis de passer le cap difficile. De plus, le nombre et la qualité des manifestations de sympathie qui nous ont été témoignées à cette occasion nous ont été droit au cœur, nous montrant combien notre journal était apprécié et nous encourageant à poursuivre notre entreprise malgré toutes les difficultés.

A tous ceux qui se sont manifestés nous disons d'abord merci, avant que de leur présenter, au nom de l'équipe rédactionnelle de *Royaliste* et du Comité Directeur de la NAR, nos vœux les plus sincères pour l'année nouvelle. C'est aussi vers la Famille de France que vont nos vœux, espérant qu'en 1995 les Princes se manifesteront de manière positive tant il est vrai que l'idée monarchique est inopérante si elle n'est pas incarnée dans un Prince actif et présent au service de la justice et de la liberté.

Yvan AUMONT

Liste des souscripteurs

Jean-Pierre Albe 100 F - Pierre Alphandery 100 F - Henri Barrère 230 F - Jean Bastaire 250 F - Dominique Baudson 400 F - Sylvain Bianchi 200 F - Sabine Breuilard 200 F - André Brimont 100 F - Jean-Jacques Casteret 50 F - Dr. Jean Cayotte 155 F - Alain Chambert 200 F - Philippe Dechartre 500 F - J.-C. D. Lyon 55 F - Jacques Doremieux 100 F - Yves Garnier 100 F - Jean-Marc Gognet 50 F - Daniel Gourseaud 100 F - Gérard Guillaume 100 F - Claude Hagège 300 F - Edmond Humeau 65 F - Jacques Leflaive 230 F - Patrice Leraut 100 F - Maurice Le Saulnier 50 F - Christian Libens 20 F - Gabriel Matzneff 270 F - Jean-François Maurel 500 F - Jacqueline Mazuel 200 F - Christian Mory 195 F - Robert Paris 250 F - Mme Renée Perrin 50 F - Pierre Receveur 50 F - Christian Régis 50 F - R.R. Nantes 30 F - Harald Schmautz 350 F - Lucien Scubla 250 F - Jean-Marie Tissier 100 F - Une lectrice de l'Ain 100 F.

Total de cette liste : 6480 F
Total précédent : 39 709 F
Total général : 46 189 F.

Le nouveau livre de Bertrand Renouvin
« Derniers jours avant la révolution »

Il faut désormais préparer le changement. Pour la justice et la liberté. Pour la ville et la citoyenneté. Pour le travail et la solidarité. Deux siècles après le 14 juillet 1789, un royaliste annonce la révolution afin que nous redonnions sens à l'histoire. C'est bien ce que le monde attend de nous.

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ Commande « Derniers jours avant la révolution » au prix de 135 F franco.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

CONGRÈS

Le 14^e Congrès des adhérents de la NAR aura lieu à Paris les 11 et 12 février prochain. Les thèmes retenus cette année pour le travail des commissions sont : « *Activité, emploi et rémunération* » et « *État laïc et religions en France* ». Rappelons que le Congrès est ouvert à tous les adhérents à jour de leurs cotisations. Il n'est pas trop tard pour adhérer à la NAR si vous désirez participer aux travaux du Congrès.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

- ◆ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- ◆ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- ◆ Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut
- ◆ Double cœur vendéen (Vieux or ou doré ou argenté) - 24 mm de haut.
- ◆ Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- ◆ Blason de France (trois fleurs de lys or sur fond bleu) - 10 mm de haut.
- ◆ Grandes armes de France (émail or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.
- ◆ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- ◆ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

MERCREDIS DE LA NAR

Les réunions sont suspendues pendant les vacances de Noël.

Reprise le mercredi 11 janvier avec Bruno SEZNEC qui viendra nous présenter sa biographie de Philippe Séguin. Rappelons que le programme des « mercredis » n'est envoyé régulièrement qu'aux personnes nous en ayant fait la demande expresse.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

ABONNEMENTS D'ESSAI

Quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez votre carnet d'adresses et envoyez-nous les coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*.

Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

BIBLIOPHILIE

Un des 40 ex. numéroté du tirage de tête sur papier Hollande vergé des

Mémoires d'exil et de combats
du comte de Paris.

Prix franco : 850 F

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Soulagement

Surpris mais soulagé par le retrait de Jacques Delors, c'est sans émotion aucune que j'ai entendu les hommages appuyés adressés au non-candidat par une partie de la gauche. Ainsi, cette grande figure vertueuse, tout entière pénétrée par le souci du devoir, nous aurait donné une leçon de morale politique et de morale tout court - de « pureté » selon le directeur du *Monde* (1)...

Comme toujours, l'inflation du langage masque la perte du sens des mots et des valeurs qu'ils portent. Pour éviter la double tentation du cours de philosophie morale et de l'ironie, je me contenterai de poser deux questions tirées de la lecture salubre et salutaire d'un grand moraliste de notre siècle (2). Qu'est-ce qu'une vertu sans courage, sans fidélité et sans sacrifice ? Quel est ce devoir qui n'est pas accompli jusqu'au bout ?

Pour en revenir à notre domaine familier, c'est sans étonnement ni acrimonie qu'il faut souligner l'in-souciance et la méconnaissance du politique que révèlent le refus de Jacques Delors. L'homme de Bruxelles ne croit pas manifestement pas au pouvoir politique, c'est-à-dire à la capacité instituée de poser les conditions de la justice, de garantir la liberté et la paix civile - définition laïque qui correspond, me semble-t-il, à la conception chrétienne du pouvoir...

Dans un ordre second, cet ancien ministre a montré par ses déclarations du 11 décembre qu'il ne comprenait rien à la Ve République : sous l'insulte lancée à François Mitterrand (le « roi fainéant ») perce la

méconnaissance du rôle arbitral du chef de l'État, de sa relation avec la nation, de son dialogue avec l'ensemble de ses citoyens, de son action diplomatique. De surcroît, ce militant naguère porté au pouvoir par la grande vague du Programme commun ne croit pas à la dynamique politique qui fait et défait les majorités parlementaires les mieux installées : l'excuse d'une dissolution inutile est à cet égard piteuse, tant la révision des alliances qu'on pouvait



craindre ou espérer était dans la suite logique de sa candidature. Mais ce réformiste social n'a pas voulu tenir compte du mouvement de notre société, de l'attente impatiente, des révoltes latentes ou déclarées, de l'urgence d'y répondre. Mais ce membre du Comité directeur du Parti socialiste n'a pas voulu prendre des responsabilités que beaucoup souhaitaient : il a laissé grandir l'espérance, il l'a entretenue par ses silences, son livre, sa déclaration sur le « devoir », il a fait miroiter jusque dans la dernière demi-heure un grand projet avant de briser net l'espoir que beaucoup mettait en lui, avant de dire

froidement aux Français, et pas seulement à la gauche, que leur aspiration au changement n'avait aucune chance de se concrétiser.

Nous le savons, pour l'avoir éprouvé. Il n'a rien de pire que de désespérer l'espérance qu'on a fait naître, rien de plus immoral que d'accomplir cet acte d'anéantissement sous le couvert de la morale.

Après l'éviction de Michel Rocard, avec la retraite de Jacques Delors, la « deuxième gauche » subit son deuxième revers capital en quelques mois. Nous nous félicitons de nous en être toujours défiés et de l'avoir souvent combattue. Et nous sommes effectivement soulagés d'un grand poids. Les projets du candidat présumé de la gauche étaient contraires à nos convictions : adversaires résolus du néo-libéralisme économique, hostiles au quinquennat et au fédéralisme européen, nous aurions combattu Jacques Delors au premier tour et nous aurions été dans une situation difficile s'il avait fallu choisir, pour le second, entre la fausse vertu deloriste et le conservatisme autoritaire d'un Édouard Balladur soutenu par Charles Pasqua.

Aujourd'hui, les perspectives sont plus larges. Secoué par le retrait de Delors mais libéré de l'hypothèque Tapie, le Parti socialiste est désormais en mesure de retrouver son identité et de redéfinir son projet. Rescapé de la marginalisation qui le menaçait, Jacques Chirac peut transformer les enjeux électoraux s'il s'inscrit - et se maintient - dans la tradition gaullo-lyonnaise. Au malaise de l'abstention, nous préférons un bel embarras du choix.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Le Monde*, 13 décembre 1994.

(2) Vladimir Jankélévitch, *Traité des vertus*, notamment tome I page 131, et tome II page 89, coll. *Champs* Éd. Flammarion.